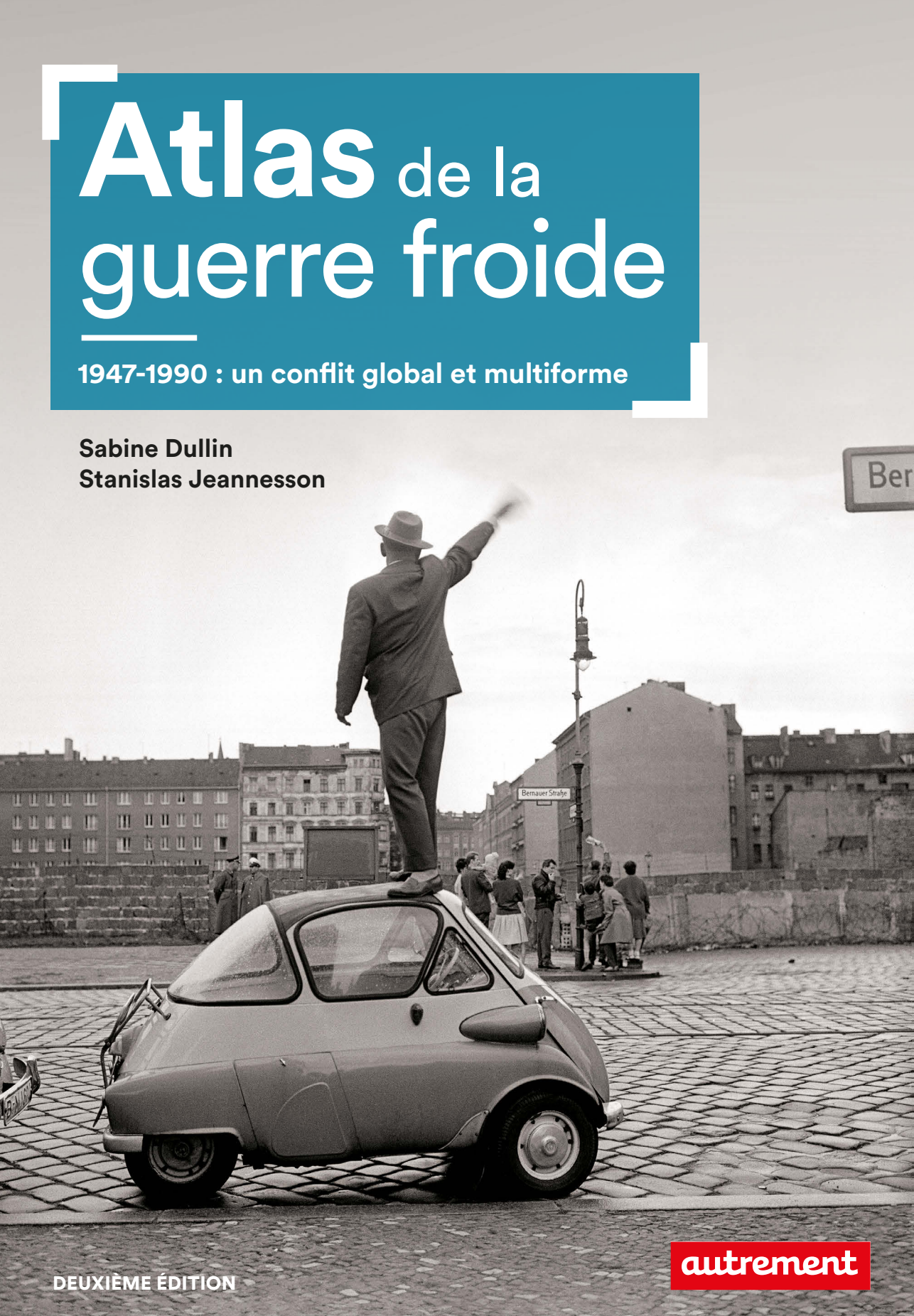
Atlas de la guerre froide

1947-1990 : un conflit global et multiforme

Sabine Dullin
Stanislas Jeannesson



DEUXIÈME ÉDITION

autrement

Atlas de la guerre froide

Auteurs

Sabine Dullin est historienne, professeur des universités à Sciences Po et chercheur au Centre d'histoire de Sciences Po. Elle est spécialiste de l'histoire politique et internationale de l'URSS et du communisme. Outre *Histoire de l'URSS* (La Découverte, 3e édition 2009), elle a notamment publié *La Frontière épaisse. Aux origines des politiques soviétiques, 1920-1940* (éditions de l'EHESS, 2014). Elle a coordonné avec Brigitte Studer pour la revue *Monde(s). Histoire, espaces, relations* un dossier sur le « Communisme transnational » (n° 10, 2016) et co-dirigé le catalogue d'exposition *Et 1917 devient révolution* (Seuil, 2017).

Stanislas Jeannesson est professeur d'histoire contemporaine des relations internationales à l'université de Nantes et membre du CRHIA (Centre de recherches en histoire internationale et atlantique). Ses recherches portent sur la politique étrangère de la France au XXe siècle et sur les fonctions, pratiques et acteurs des diplomaties contemporaines. Il est entre autres l'auteur de *La Guerre froide* (La Découverte, 2e édition 2014) et a coordonné avec Michel Catala deux numéros de *Relations internationales* consacrés au système international face aux guerres civiles (XX-XXIe siècles), 2018.

Jérémie Tamiatto est agrégé d'histoire. Il enseigne au lycée Clément Ader à Athis-Mons et à Sciences-Po Paris. Ses domaines de recherche portent sur le Komintern et sur le mouvement communiste chinois. Il a publié récemment « Des révolutionnaires entre deux mondes. Trajectoires croisées de Grigori Voitinsky et Henk Sneevliet en Chine, 1920-1923 », *Monde(s). Histoire, espaces, relations* (n° 10, 2016).

Cartographe

Aurélie Boissière est géographe-cartographe indépendante. Elle travaille pour l'édition et la presse et collabore régulièrement à la collection « Atlas » des éditions Autrement.

Remerciements

Un grand merci à tous ceux qui nous ont aidés dans l'élaboration de cet atlas, à Constantin Katsakioris sans qui les cartes sur la présence soviétique et est-européenne en Afrique et au Moyen-Orient n'auraient pas pu voir le jour, à Juliette Denis, Simon Godard, Irina Gridan, Pierre Grosser, Marc Lazar, Sergey Ledenev, Bernard Ludwig, Pauline Peretz, Laura Pettinaroli, Igor Tchoukarine, Nataliya Yatsenko pour avoir pris de leur temps et partagé leur documentation, à Anne Couderc, Corine Defrance, Etienne Peyrat enfin pour la relecture attentive de certaines cartes.

Toutes les erreurs qui subsisteraient restent de notre responsabilité.

Maquette : Agence Twapimoa
Lecture – correction : Carol Rouchès

ISBN : 978-2-7467-5653-3
© Autrement, un département de Flammarion, 2020.
87, quai Panhard et Levassor, 75647 Paris Cedex 13
www.autrement.com

Dépôt légal : septembre 2020
Dépôt légal de la 1re édition : © Éditions Autrement, 2017.

Imprimé et relié en juin 2020 par l'imprimerie Pollina, France

Tous droits réservés. Aucun élément de cet ouvrage ne peut être reproduit, sous quelque forme que ce soit, sans l'autorisation expresse de l'éditeur et du propriétaire, les Éditions Autrement.

Atlas de la guerre froide

Un conflit global et multiforme

Sabine Dullin
Stanislas Jeannesson
Jérémie Tamiatto

Cartographie : Aurélie Boissière

Deuxième édition

Autrement
Collection Atlas/Mémoires

Atlas de la guerre froide

Introduction

6 La guerre froide, un conflit global et multiforme

9 Un conflit entre l'Est et l'Ouest

10 La fin de la Seconde Guerre mondiale

12 De Yalta à Paris, le règlement de la paix favorise les Soviétiques

14 L'Allemagne divisée

16 Aux origines du *containment* : les crises grecque et iranienne

18 La constitution du bloc occidental

20 La constitution du bloc communiste

22 La guerre de Corée ou la militarisation de la guerre froide

24 Aux frontières des deux mondes

27 Un conflit global

28 Tiers-monde, décolonisation et non-alignement

30 Quelle place pour l'ONU ?

32 Les lieux de décision de la guerre froide

34 La dimension stratégique et militaire

36 Le nucléaire, au cœur du système de guerre froide

38 Une guerre des espions et des services secrets

40 La dimension économique

42 La Chine, nouveau pôle de la guerre froide

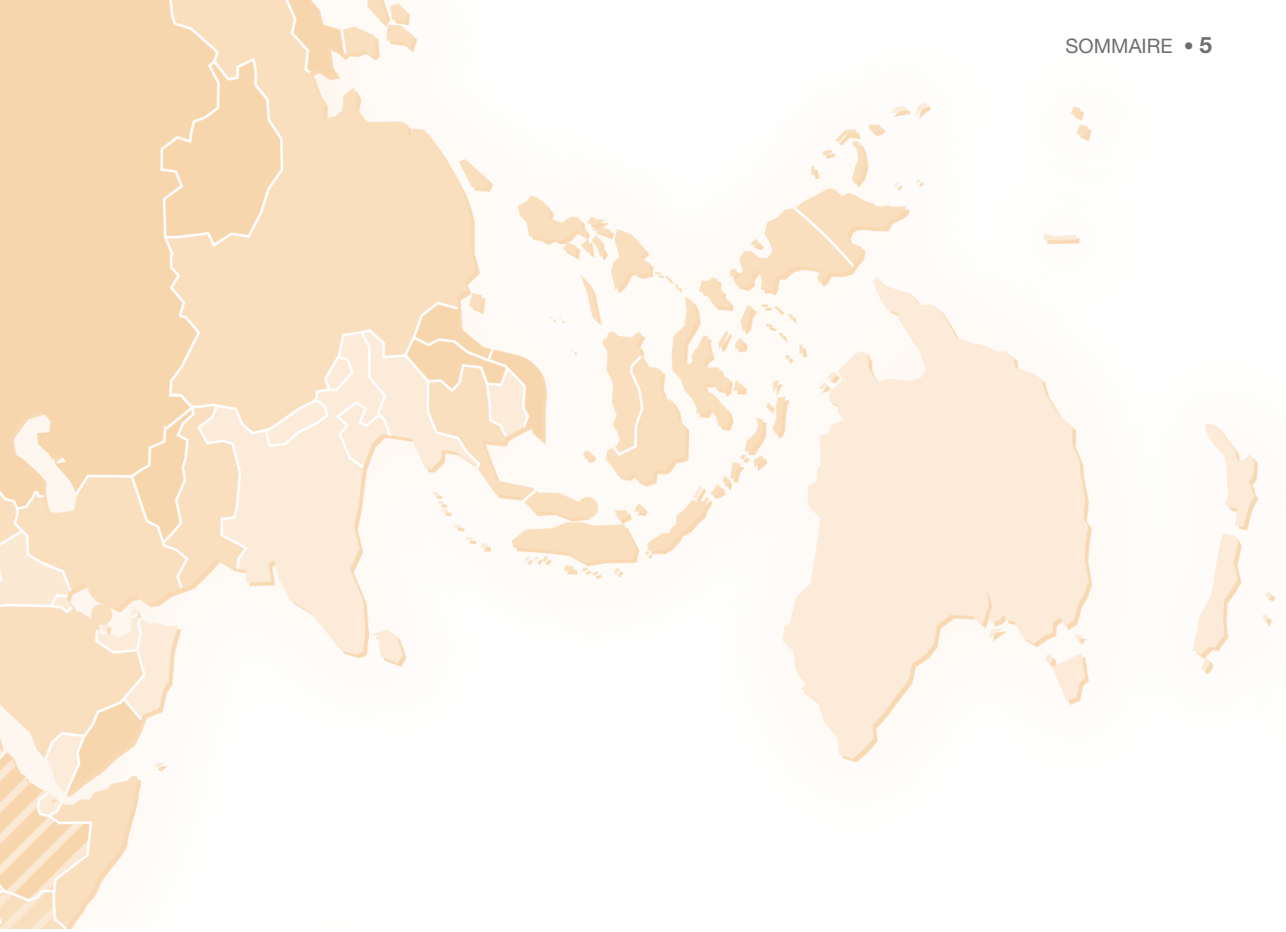
44 L'Afrique en décolonisation, enjeu de la guerre froide

46 Deux juniors de la guerre froide globale : RDA et Tchécoslovaquie

49 Crises et contestations

50 De la construction du Mur de Berlin à l'*Ostpolitik*

52 La crise de Cuba, apogée de la guerre froide ?



54 Un conflit global : la guerre du Vietnam

56 Le conflit israélo-arabe

58 Le bloc communiste en question

60 Les États-Unis contestés en Amérique latine

62 Un positionnement spécifique : la France sous de Gaulle

65 Culture, propagande et représentations

66 Représentations cartographiques et propagande

68 L'URSS, le camp de la paix et de l'anti-impérialisme

70 La « conquête des cœurs et des esprits »

72 Rivalités spatiales et compétitions sportives

74 Les communistes en Europe occidentale

76 Détente et circulations culturelles

78 La diffusion du mode de vie occidental

81 La fin de la guerre froide

82 La dissymétrie économique

84 La guerre d'Afghanistan et ses enjeux régionaux

86 Le nucléaire, tensions et apaisement

88 Le démantèlement du bloc communiste

90 Les États-Unis, vainqueurs de la guerre froide ?

Conclusion

93 Les héritages géopolitiques de la guerre froide

Annexes

94 Bibliographie

INTRODUCTION

La guerre froide, un conflit global et multiforme

La guerre froide a structuré la vie internationale du second XXe siècle. Phénomène global et multiforme, elle marque encore le monde d'aujourd'hui.

Qu'est-ce que la guerre froide ?

Conflit d'un type nouveau, la guerre froide débute officiellement en 1947 par une déclaration de guerre d'ordre idéologique et politique. Elle oppose dans une confrontation bipolaire les États-Unis et l'Union soviétique, d'abord en Europe, puis à l'échelle du monde (Asie, Moyen-Orient, Amérique latine, Afrique). Alternant pendant plus de 40 ans les périodes de tension et de détente, elle organise fondamentalement les relations internationales autour d'un équilibre Est-Ouest, auquel bon gré mal gré l'ensemble des États du Sud sont contraints de se rattacher. Elle s'achève entre 1989 et 1991 par la défection sans combat de l'un des deux camps : le camp soviétique. Elle n'entraîna pas d'affrontement physique direct entre les deux principaux protagonistes, qui s'appuyaient chacun sur un réseau d'alliés. Malgré le surarmement et les formes de répression violente qui sévirent en interne, notamment dans le camp soviétique, aucun conflit militaire ne fut à déplorer en Europe. Ailleurs cependant, loin de rester froide, la guerre provoqua et entretint de véritables affrontements, souvent extrêmement meurtriers.

L'expression « *Cold War* » est d'invention américaine. Forgée dès octobre 1945 par l'écrivain britannique George Orwell, elle est popularisée en 1947 par le journaliste américain Walter Lippmann. En Union soviétique, on la réfute. Les « *cold warriors* » sont du côté occidental. Il faut attendre Gorbatchev pour que le terme *kholodnaïa voïna* soit utilisé, manière de reconnaître enfin, au moment où la guerre froide s'achève, que l'URSS y a eu sa part.

Une nouvelle histoire de la guerre froide

La sortie de guerre froide fut extraordinairement rapide alors même qu'on imaginait qu'elle durerait toujours. Dans l'ex-bloc communiste y compris, malgré de fortes restrictions, en Russie même, les archives s'ouvrirent. Ces deux éléments contribuèrent à un large renouveau historiographique. Qui était responsable de la guerre froide ? Comment expliquer la victoire occidentale ? La guerre froide était-elle révolue avec le décès du communisme ? Quelles en étaient les séquelles à l'échelle de la planète ?

Du temps du conflit, l'une des principales questions portait sur les responsabilités et l'origine de la guerre froide. Aux États-Unis, l'école dite totalitaire l'attribuait à Staline et à son idéologie expansionniste. L'école révisionniste prenant dans les années 1960 le contre-pied de la génération précédente soulignait au contraire l'arrogance américaine et la prudence réactive des dirigeants du Kremlin. Le débat portait sur la part de l'idéologie et sur celle du réalisme dans les politiques étrangères de chacun des deux grands, sur l'effet des malentendus réciproques nourrissant la méfiance.

La nouvelle histoire de la guerre froide prend d'abord acte de la concomitance entre la fin du conflit et l'effondrement des régimes communistes, mettant ainsi l'accent sur

l'événement matriciel que fut la révolution d'octobre 1917. La guerre froide apparaît dès lors comme une seconde phase d'affrontement entre communisme et anticommunisme, après celle qui marqua l'Europe de l'entre-deux-guerres. Elle implique cependant un changement d'échelle considérable et des réalités géopolitiques nouvelles : statut de grande puissance acquis par l'Union soviétique durant la Seconde Guerre mondiale, élargissement des publics visés, moyens militaires inédits, territoire de la lutte étendu aux autres continents. Ce fut donc le choc de deux idéologies contraires et incompatibles qui organisèrent chacune leur « Empire » en Europe avant de déplacer la compétition sur les territoires libérés du colonialisme. Les considérations géopolitiques se moulèrent dans cette gangue idéologique.

Les domaines d'étude de la guerre froide se sont considérablement élargis, dans une perspective d'histoire globale ou transnationale. Les États-Unis et l'URSS sont ainsi replacés au sein d'un conflit multipolaire, où agissent nombre d'acteurs secondaires qui ont su instrumentaliser à leur profit la rivalité Est-Ouest. Ce qui en 1991 sonnait comme une victoire américaine mit aussi au premier plan les dimensions économique et culturelle de la guerre froide, sur lesquelles les travaux se sont multipliés. Dans le cadre des échanges Est-Ouest ou dans le tiers-monde, les rivalités économiques et culturelles révèlent à la fois la convergence dans les aspirations des sociétés et l'échec du système socialiste à se maintenir dans la course.

Un atlas de la guerre froide, pour quoi faire ?

S'il demeure présomptueux d'affirmer que « *we now know* » (« maintenant, nous savons »), comme le faisait l'historien américain J. L. Gaddis dès 1997, cet atlas ambitionne de rendre compte, par les cartes et les textes qui les accompagnent, de cette nouvelle histoire de la guerre froide, alors même que les enjeux contemporains des relations internationales disent, jusqu'au réemploi même du terme, combien elle fut décisive pour notre monde actuel. La mise en cartes permet en outre de gagner en intelligibilité, tant les terrains et les domaines de la guerre froide sont variés et ses géographies complexes. Les deux premières parties visent à montrer le passage d'un conflit Est-Ouest à une guerre froide globale. La troisième partie s'attache à visualiser les guerres et les crises mais aussi les résistances au sein des deux camps. La quatrième partie insiste sur la dimension culturelle du conflit. La cinquième partie rend compte de la manière dont la guerre froide a pris fin.

Un conflit entre l'Est et l'Ouest

Les origines de la guerre froide sont à chercher dans le difficile règlement de la paix qui, tant en Europe qu'en Asie, met aux prises avant même la fin des hostilités les vainqueurs de la Seconde Guerre mondiale. Une fois la victoire acquise, les relations se détériorent progressivement entre l'URSS, les États-Unis et la Grande-Bretagne, les divergences idéologiques repassent au premier plan et les initiatives de chacun sont interprétées comme le fruit de politiques expansionnistes et impérialistes. Le rêve d'un nouvel ordre mondial fondé sur le droit s'évanouit.

Les premiers affrontements ont lieu dès 1946 en Grèce et en Iran, mais c'est en 1947 que les tensions éclatent au grand jour et que la rivalité opposant désormais Washington à Moscou prend une dimension mondiale. Dans les années qui suivent, les deux camps se mettent en place et tissent des liens politiques, économiques et militaires de plus en plus prégnants. La crise de Berlin, en 1948-1949, suivie de la création des deux Allemagnes, puis la guerre de Corée, en 1950-1953, achèvent d'établir les règles de la guerre froide et de tracer les lignes de partage entre l'Est et l'Ouest.

La fin de la Seconde Guerre mondiale

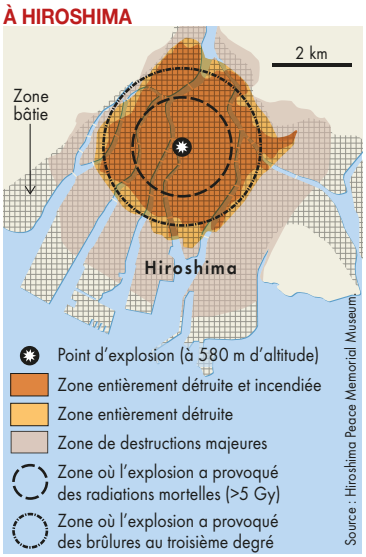
La Seconde Guerre mondiale prend fin en deux temps : en Europe avec la capitulation de l'Allemagne le 8 mai 1945, en Asie avec celle du Japon le 2 septembre. Dans les deux cas, la victoire alliée est totale. Les pays vaincus, qui quelques années plus tôt dominaient l'Europe et l'Extrême-Orient, sont occupés et réduits à néant. Un des premiers effets de la guerre est de procéder, sur les ruines des champs de bataille, à une redistribution radicale de la puissance.

La libération d'une Europe exsangue

Le 25 avril 1945, les armées américaines et soviétiques effectuent leur jonction sur l'Elbe. La rencontre est immortalisée par la photographie de la poignée de main de deux officiers. C'est l'aboutissement d'une difficile reconquête du continent qui s'est faite par le sud, avec les débarquements des troupes anglo-américaines en Afrique du Nord puis en Italie ; par l'ouest, avec celui de Normandie ; et par l'est, sous les coups de l'Armée rouge qui, depuis la défaite allemande de Stalingrad et la grande offensive des blindés soviétiques à Koursk, durant l'été 1943, reprend progressivement le contrôle de l'Europe centrale et orientale. La capitulation de l'Allemagne nazie laisse l'Europe dans un état de chaos absolu : plus de 40 millions de morts, les génocides des Juifs et des Tsiganes, les destructions liées aux combats, aux bombardements et aux pillages systématiques qui ont affecté la quasi-totalité de l'Europe centrale et orientale, des sociétés partout désemparées ; c'est aussi sur ce terreau que la guerre froide prend naissance.

À la conférence de Moscou d'octobre 1943, la Grande Alliance prend une décision lourde de conséquences : les pays libérés seront provisoirement administrés, sur le terrain, par la (ou les) seule(s) puissance(s) occupante(s). Les Soviétiques font notamment valoir qu'en Italie, ce sont bien les Américains et les Britanniques qui se chargent de la tâche. Il ne s'agit pas alors de tracer des lignes de partage : il est entendu que toute présence étrangère cessera le jour où les pays libérés se seront de nouveau dotés d'institutions propres. Cela revient toutefois à légitimer une course à la libération que l'URSS est seule à pouvoir mener à l'est du

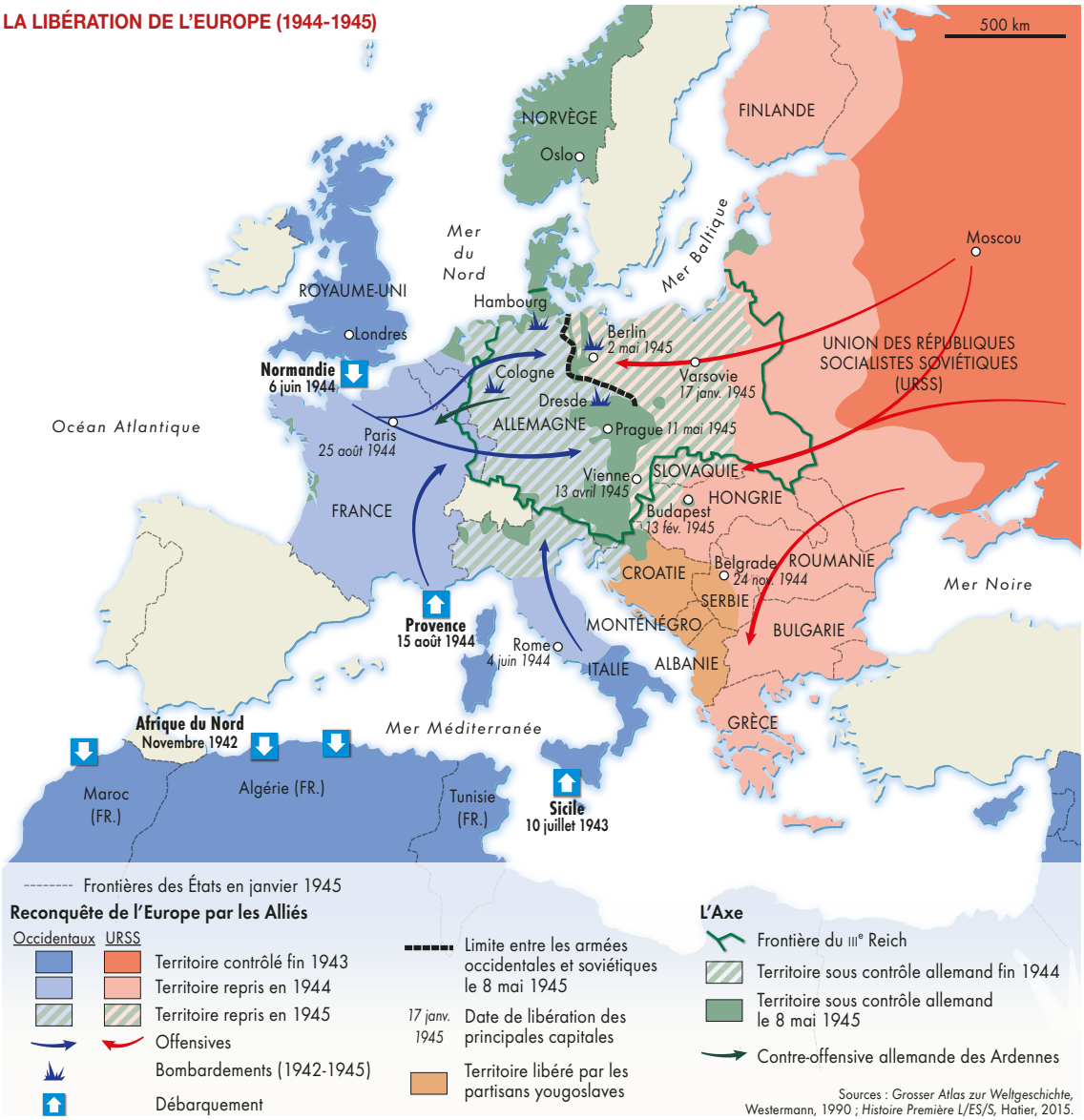
LES EFFETS DE LA BOMBE ATOMIQUE À HIROSHIMA



LA RECONQUÊTE DU PACIFIQUE PAR LES ALLIÉS

Sources : *Grosser Atlas zur Weltgeschichte*, Westermann, 1990 ; *Histoire Première*, Belin, 1994 ; *Histoire Première*, Nathan, 1994.

LA LIBÉRATION DE L'EUROPE (1944-1945)



Sources : *Grosser Atlas zur Weltgeschichte*, Westermann, 1990 ; *Histoire Première L/ES/S*, Hatier, 2015.

continent. L'Armée rouge pénètre ainsi successivement dans les grandes capitales de l'Europe centrale et orientale et entre dans Berlin le 2 mai 1945. La Yougoslavie est une exception : malgré une lutte farouche entre les résistances royalistes et communistes, la majeure partie du territoire s'est libérée seule. Le régime de Tito ne doit rien à personne.

La capitulation du Japon

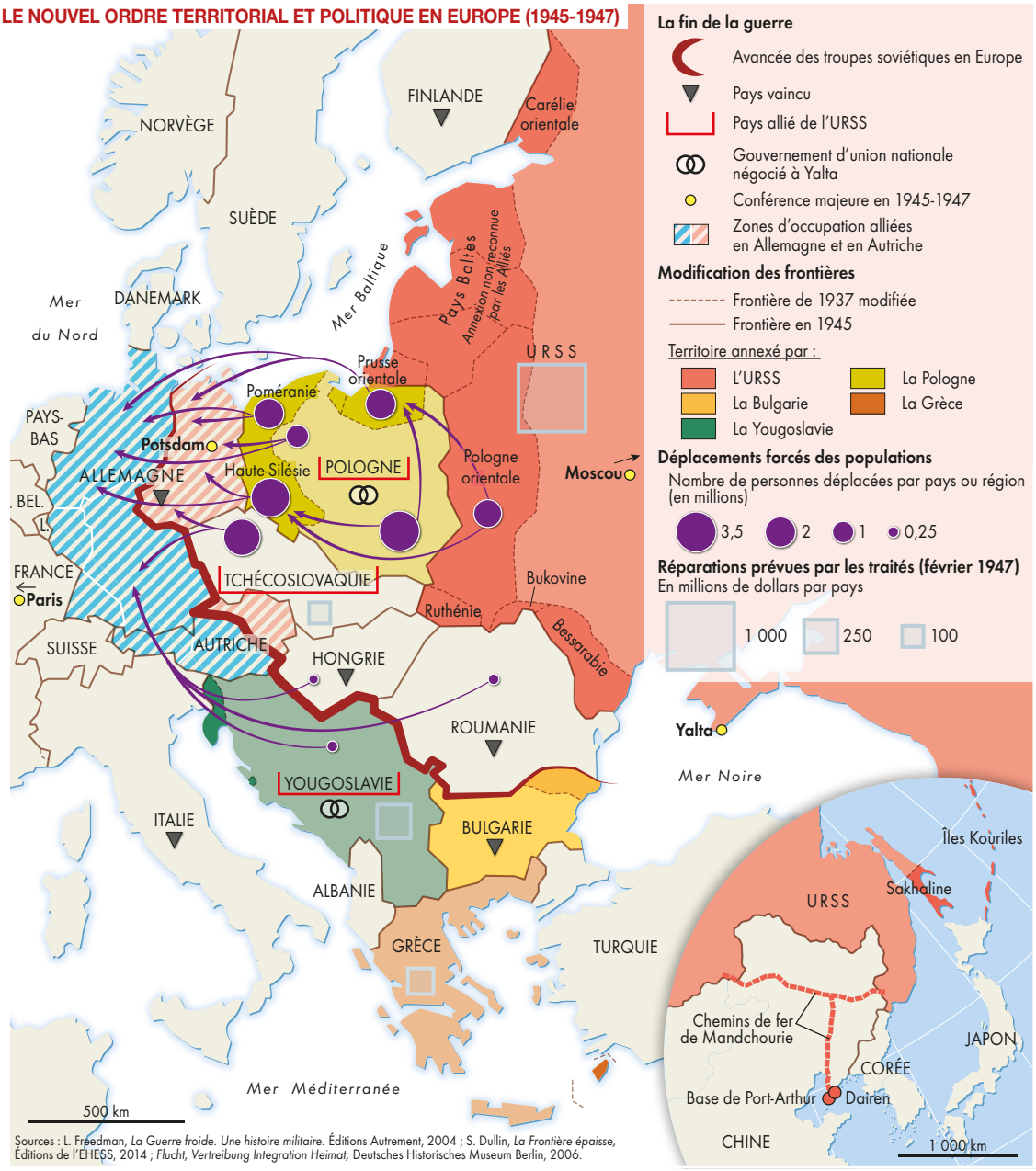
Le 15 août 1945, l'empereur Hirohito s'adresse pour la première fois à son peuple et annonce à la radio la capitulation du Japon. Depuis le début de l'année, les principales villes du pays subissent les raids des B-29 américains (ceux de Tokyo, dans la nuit du 9 au 10 mars font plus de 100 000 morts), mais deux événements précipitent la décision du gouvernement japonais : les bombardements atomiques sur Hiroshima et Nagasaki, les 6 et 9 août, et l'entrée en guerre de l'URSS le 8 août, trois mois après la capitulation allemande, conformément aux engagements pris à Yalta. Sans doute la perspective d'une occupation soviétique fut-elle déterminante : les Japonais, qui cherchaient à obtenir des Américains le maintien des institutions impériales après la défaite, savaient que jamais l'URSS ne ferait une telle concession.

Les États-Unis avaient-ils besoin d'user de l'arme nucléaire ? La question fait toujours l'objet de débats complexes. Elle ne s'est en revanche guère posée sur le moment, tant Hiroshima paraissait pour Truman l'aboutissement naturel du programme scientifique et militaire lancé dès 1941. Les États-Unis surestimaient la capacité de résistance du Japon et leur objectif principal était de mettre au plus vite un terme à une guerre coûteuse sur le plan économique et humain ; il est toutefois clair, qu'ils n'avaient aucune envie de voir l'URSS participer à l'occupation du Japon et que les deux bombardements atomiques étaient aussi une façon de montrer à Moscou que, dans cette région du monde, ils étaient en position de force.

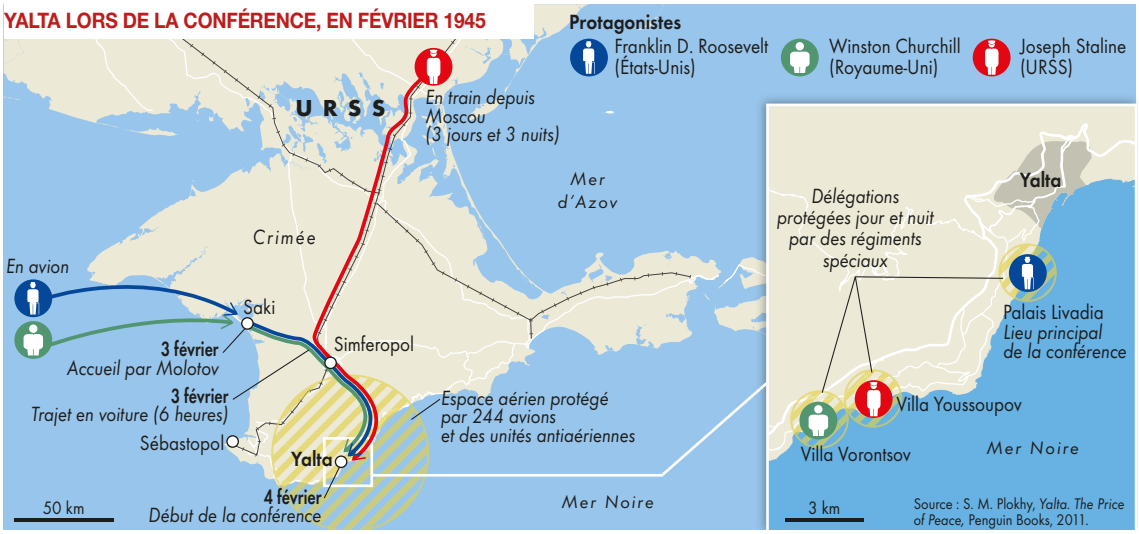
De Yalta à Paris, le règlement de la paix favorise les Soviétiques

Le nouvel ordre mondial se décide à Yalta et Potsdam. Si la dénazification, les modifications des frontières et le règlement du problème des minorités nationales font consensus entre les trois Grands pour réorganiser l'Europe centrale et orientale, les enjeux de la démocratisation et la question polonaise les divisent. L'esprit de la Grande Alliance se maintient malgré le fossé des idéologies. Staline est, sur le terrain, en position de force.

LE NOUVEL ORDRE TERRITORIAL ET POLITIQUE EN EUROPE (1945-1947)



Sources : L. Freedman, *La Guerre froide. Une histoire militaire.* Éditions Autrement, 2004 ; S. Dullin, *La Frontière épaisse,* Éditions de l'EHESS, 2014 ; *Flucht, Vertreibung Integration Heimat,* Deutsches Historisches Museum Berlin, 2006.



Yalta, dans la continuité de la Grande Alliance

La conférence de Yalta se tient du 4 au 11 février 1945. Roosevelt et Churchill sont les invités de Staline. L'ambiance est cordiale. On accuse souvent, à tort, cette conférence d'avoir été à l'origine du partage de l'Europe et Roosevelt d'avoir été berné par Staline. Sur les Nations unies, l'entrée en guerre de l'URSS contre le Japon, l'inclusion de la France dans le club des vainqueurs, l'accord se fait pourtant sans peine. Le dossier le plus épineux est celui de la restauration politique et territoriale de la Pologne, considérée par le Kremlin comme le pilier de sa sécurité extérieure. Staline, alors que l'Armée rouge vient d'entrer à Varsovie, obtient à l'est de la Pologne des frontières avantageuses pour son pays puisqu'elles reprennent la ligne Curzon de 1919, avec les inflexions datant du partage avec Hitler de 1939, notamment l'inclusion de Lvov. Il refuse en revanche de suivre le projet anglo-américain d'un gouvernement à parts égales entre les membres du gouvernement en exil et le Comité de libération nationale de Lublin à majorité communiste. La déclaration sur l'Europe libérée qui clôt Yalta a dans ce contexte valeur d'avertissement. Elle entend prévenir la division du continent en sphères d'influence fermées, telles que les conçoivent Staline et son bras droit Molotov. Ce n'est pas un secret : le terme de démocratie n'a pas le même sens pour Staline et pour ses alliés.

L'URSS prend ses gages en Europe centrale et orientale

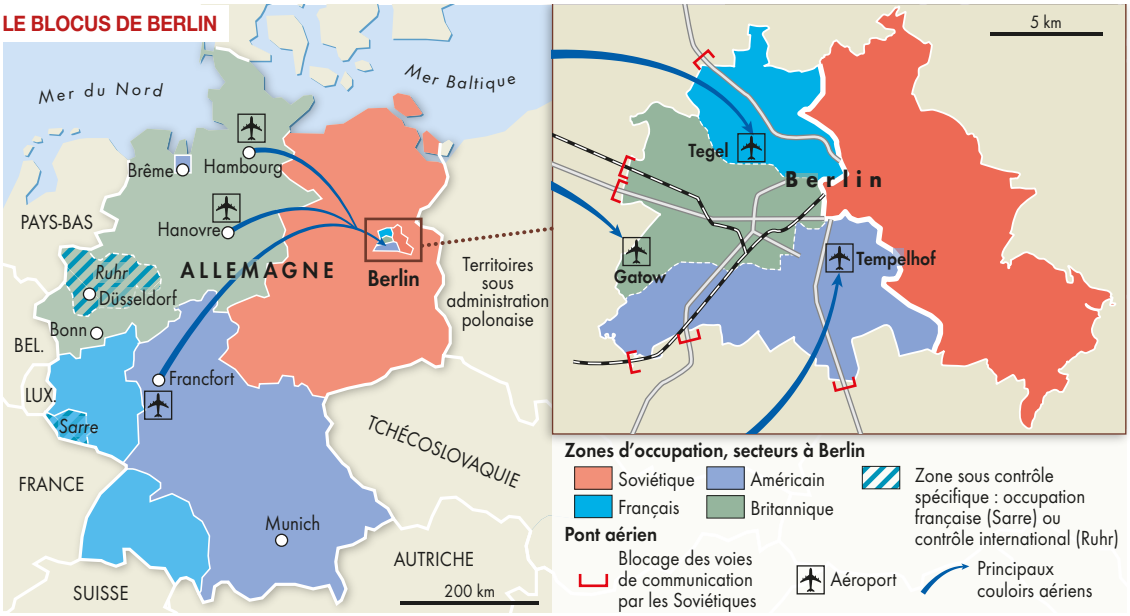
Le contexte est différent à Potsdam (17 juillet-2 août). En Europe, la guerre est finie. Le choix du sol allemand pour la conférence est un symbole. Truman a remplacé Roosevelt, mort le 12 avril ; Churchill, après la défaite de son parti, cède la place au travailliste Clement Attlee. Depuis le 16 juillet, les États-Unis, encore en guerre contre le Japon, détiennent l'arme nucléaire, ce qui renforce une tension déjà élevée depuis que les Anglo-Saxons ont refusé de reconnaître les gouvernements communistes roumain et bulgare. La demande soviétique de 10 milliards de dollars de réparations allemandes pour eux-mêmes, déjà faite à Yalta, est refusée. Moscou prélèvera son dû dans sa zone d'occupation et recevra 10 % de l'outillage industriel venant des zones occidentales. La feuille de route principale devient alors, outre l'occupation quadripartite de l'Allemagne, la stabilisation territoriale de l'Europe. En 1946, frontières et réparations sont au menu des conférences préparatoires des traités de paix avec les pays vaincus. À l'issue du traité de Paris du 10 février 1947, la Roumanie et la Finlande, perçues à Moscou comme des « prolongements naturels » de l'URSS, doivent accepter une amputation de leur territoire et payer ainsi que la Hongrie de lourdes réparations. Aucun traité n'est en revanche conclu avec l'Allemagne : la ligne Oder-Neisse, nouvelle frontière germano-polonaise, n'est donc pas ratifiée.

La translation forcée des territoires et des peuples

Malgré les dissensions, on constate un fort consensus entre les vainqueurs autour de deux objectifs : punir les Allemands et en finir avec les minorités nationales en créant des États ethniquement homogènes. Ce consensus profite à Staline. À Yalta et Potsdam, l'expulsion de 12 millions d'Allemands, 2,1 millions de Polonais et des centaines de milliers d'Ukrainiens, de Finlandais et de Hongrois est décidée sous prétexte qu'ils vivent au « mauvais » endroit et sont une menace pour la paix future du continent. La translation de la Pologne vers l'Ouest est l'une des causes majeures de cette immense « remue » des peuples. Staline est le premier à jouer, au gré de ses intérêts, tantôt la carte ethnique, tantôt celle de la sécurité contre l'Allemagne et le fascisme. Il obtient ainsi la Ruthénie subcarpatique en juin 1945 en faisant valoir la nécessité de rassembler tous les Ukrainiens, mais il légitime l'annexion des Pays baltes au nom de la sécurité et de l'antifascisme. Première victime de la guerre, l'URSS en est aussi la principale bénéficiaire en termes territoriaux. Elle obtient trois sièges à l'ONU pour elle-même, l'Ukraine et la Biélorussie, et le droit de veto au Conseil de sécurité. Sa mainmise totale sur l'Europe de l'Est inquiète ses anciens Alliés.

L'Allemagne divisée

Du procès de Nuremberg au blocus de Berlin, l'Allemagne se trouve au cœur de la sortie de guerre et de l'entrée en guerre froide. Occupée par les quatre puissances du conseil de contrôle inter-allié qui entendent par la politique des 4 D (dénazification, démilitarisation, décentralisation et décartellisation) éradiquer à jamais le danger allemand, l'Allemagne apparaît de plus en plus divisée et devient le premier champ d'affrontement Est-Ouest.



Un pays occupé et vaincu

Allemagne année zéro, film de Roberto Rossellini (1948), rend bien compte de l'état d'un pays moralement et physiquement en ruines. Du 20 novembre 1945 au 1er octobre 1946 se tient à Nuremberg le procès qui met en accusation, à travers une poignée de chefs nazis, l'Allemagne de Hitler pour crime contre la paix, crimes de guerre et, chef d'accusation inédit, crime contre l'humanité. La punition passe aussi par le recours massif, de la part des vainqueurs, aux prisonniers de guerre allemands. En France, on en compte 842 000 en octobre 1945, employés dans les travaux de déminage ou les mines de charbon ; leur nombre chute fortement en 1948, les Américains exigeant leur rapatriement. En URSS, ils sont près de 3 millions. L'Allemagne sort de la guerre amputée de ses territoires de l'Est dorénavant sous administration polonaise ou, pour Königsberg (Kaliningrad), annexés par l'URSS. Elle est, ainsi que l'Autriche, divisée en quatre zones d'occupation, Berlin étant elle-même partagée en secteurs. Pourtant, la gouvernance doit rester commune. Un Conseil de contrôle quadripartite prend à l'unanimité les décisions applicables sur l'ensemble du territoire. Des administrations centrales sont prévues pour l'économie, les transports et l'enseignement. Un gouvernement démocratique sera mis en place après la signature du futur traité de paix. D'ici là, l'URSS, dont la zone englobe Berlin, espère bien accroître son contrôle sur l'ensemble du pays.

Une Allemagne divisée

En 1946-1947, l'écart entre les zones soviétique et occidentales se creuse. La population à l'Est vit, plus qu'à l'Ouest, dans la crainte de l'occupant. Les politiques menées de part et d'autre diffèrent dans les conceptions idéologiques. À l'Est, le SED (Parti socialiste unifié) est depuis 1946 devenu le parti unique. À l'Ouest, dans les camps des personnes dites déplacées (DP), coexistent en 1946 d'anciens travailleurs forcés du grand Reich, d'anciens prisonniers de guerre soviétiques, des rescapés des camps de la mort, d'anciens soldats de l'Axe ou collaborateurs des régimes fascistes qui ont fui l'avancée de l'Armée rouge. Des accords de rapatriement signés entre les Alliés entraînent une première décrue avec des retours en

direction de l'Est. Toutefois, nombre de ces DP, notamment les Ukrainiens de l'Ouest et les Baltes, refusent le rapatriement dans leur pays annexé par l'URSS ; après bien des atermoiements, les Occidentaux leur donnent définitivement raison contre Moscou en 1948.

Le blocus de Berlin, première confrontation de guerre froide

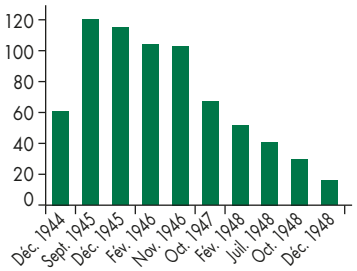
Dès le 28 juillet 1946, les États-Unis, soucieux contrairement à l'URSS d'un relèvement de l'Allemagne, seul gage d'une démocratisation réelle, proposent une union économique des zones d'occupation occidentales et créent avec les Britanniques dès décembre la « bizone ». Début 1948, les trois Occidentaux se réunissant sans les Soviétiques, ces derniers se retirent en mars des organismes quadripartites. Le 20 juin, l'introduction d'une nouvelle monnaie dans les zones occidentales (y compris les secteurs de Berlin) pousse Staline à contre-attaquer. Le 24 juin 1948, tous les accès aux secteurs américain, britannique et français de la ville sont bloqués. L'unique centrale électrique de l'ex-capitale, située en zone soviétique, cesse d'alimenter en courant les quartiers ouest. Devant cette provocation, Truman choisit la solution du « pont aérien » qui permet aux Berlinois, au prix de sacrifices quotidiens, de tenir presque un an. Au total, 275 000 avions acheminent 2,5 millions de tonnes de marchandises. Une centrale électrique apportée en pièces détachées permet d'affronter l'hiver.

Staline ne voulait pas d'un État ouest-allemand arrimé à l'Europe occidentale sous influence américaine et voulait en finir avec l'enclave occidentale de Berlin. Il échoue totalement devant la détermination occidentale. Le 12 mai 1949, le blocus est levé mais Berlin est désormais divisée en deux municipalités rivales. La création de la RFA, dont la loi fondamentale est promulguée le 23 mai 1949, est suivie de celle de la RDA en octobre. La guerre froide est désormais une réalité. Dans le choix des moyens, le blocus de Berlin montre aussi qu'on veut éviter toute escalade meurtrière : Truman n'a pas envoyé les chars pour forcer le blocus, Staline a laissé les avions-cargos américains et britanniques atterrir à Tempelhof.

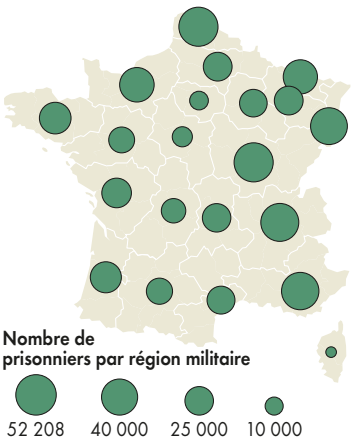
LES SECTEURS D'OCCUPATION EN ALLEMAGNE ET EN AUTRICHE

LES PRISONNIERS DE GUERRE ALLEMANDS EN FRANCE

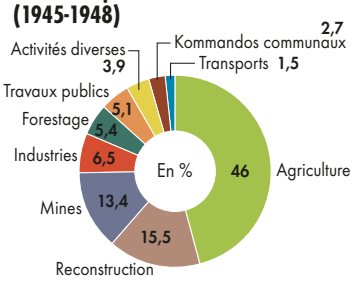
▪ Évolution du nombre de camps



▪ Répartition des prisonniers de guerre allemands au travail en mai 1946



▪ Répartition des prisonniers de guerre allemands par secteur d'activité (1945-1948)



Source : F. Théofilakis, *Les Prisonniers de guerre allemands. France, 1944-1949*, Fayard, 2014.

Aux origines du *containment* : les crises grecque et iranienne

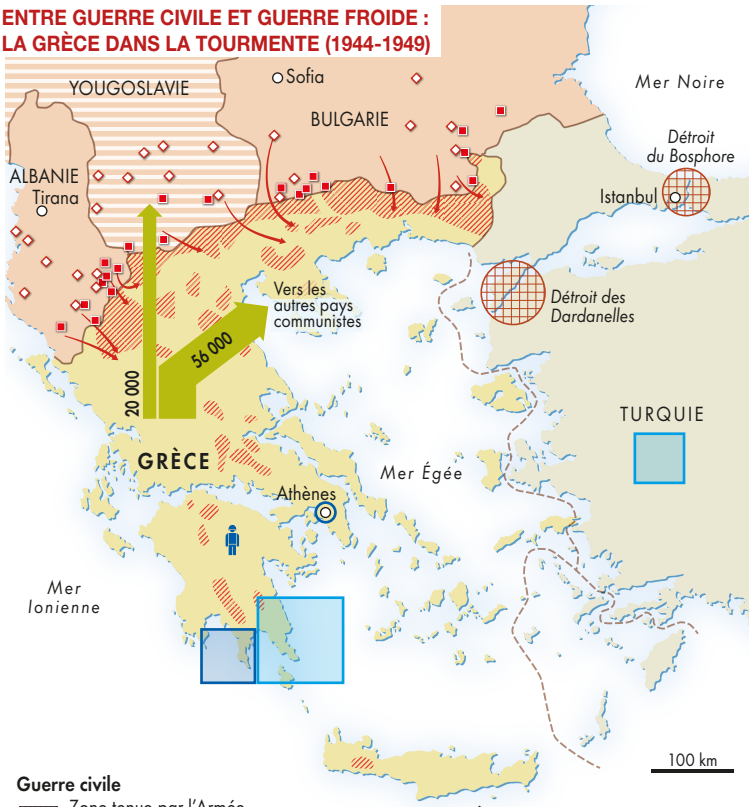
La guerre froide s'invente en Méditerranée et au Moyen-Orient. La possible victoire des communistes en Grèce, les demandes de Staline sur les détroits turcs et sur le pétrole iranien, l'irrédentisme des républiques soviétiques du Caucase, tout augure d'une expansion du communisme. Les États-Unis prennent alors la relève des Britanniques dans la région : l'aide votée à la Grèce et à la Turquie en mars 1947 inaugure la politique de *containment*.

Staline, entre prudence et audace

En Turquie, en Grèce, en Iran s'élabore un expansionnisme soviétique prudent, faisant feu de tout bois. Fort de la victoire, Staline renoue avec l'ambition impériale russe, exigeant d'Ankara une protection conjointe des détroits du Bosphore et la restitution des territoires de Kars et Ardahan cédés à la Turquie après la défaite russe de mars 1918.L'accord dit des pourcentages, conclu en octobre 1944 entre Staline et Churchill, fait de la Grèce une zone d'influence britannique à 90 %. Mais les communistes avec l'ELAS (armée de libération du peuple grec) dominent la résistance au sortir de la guerre. S'ils participent au gouvernement Papandréou d'union nationale dès mai 1944, la ligne de compromis dictée par Moscou n'est guère acceptée. En décembre, le refus du désarmement unilatéral de l'ELAS provoque la démission des ministres communistes et une bataille de rues à Athènes entre manifestants pro-ELAS et forces gouvernementales appuyées par les Britanniques. La prudence de Staline disparaît en février 1946. L'heure est au boycott des élections et à la relance de la lutte armée. Commandée par Markos Vafiadis (dit le général Markos), l'armée démocratique de Grèce a l'appui des États communistes voisins. En décembre 1947, un gouvernement provisoire alternatif à celui d'Athènes est créé dans le Nord. La Grèce pourrait bien devenir la prochaine démocratie populaire.

Moscou tente aussi des ballons d'essai en Iran. Fort de l'occupation soviéto-britannique du pays depuis août 1941, le Kremlin espère obtenir un droit de prospection et d'exploitation des pétroles au nord du pays. Staline a des moyens de pression : le parti Tudeh (communiste) et les séparatismes azéri et kurde que stimule la présence de l'Armée rouge. Initiative conjointe de Moscou et de Bakou, une République

ENTRE GUERRE CIVILE ET GUERRE FROIDE : LA GRÈCE DANS LA TOURMENTE (1944-1949)



Guerre civile
- Zone tenue par l'Armée démocratique de Grèce en 1947
- Flux de réfugiés grecs

Aides occidentales
- Présence de troupes britanniques
- Soutien britannique au gouvernement

Aides, en millions de dollars
- 300
- 100
- Aide britannique en 1945-1946
- Aide américaine en 1947

Aide des États communistes des Balkans
- Pays allié de l'URSS
- Camp d'entraînement
- Station de ravitaillement
- Axe de ravitaillement
- Schisme entre URSS et Yougoslavie en juin 1948
- Revendication soviétique sur les détroits en 1945

Source : C. R. Schrader, *The Withered Vine. Logistics and the Communist insurgency in Greece, 1945-1949*, Westport, Praeger, 1999.

DU « GRAND JEU » À LA GUERRE FROIDE : COMMUNISME, IRRÉDENTISME ET PÉTROLE AUX CONFINS DU CAUCASE

Sources : Archives d'État russes de l'économie ; British Petroleum archive (collection de Sergey Ledenev).

autonome du Nord Iran azéri est établie en novembre 1945 ainsi qu'une république kurde à Mahabad. Impérial et révolutionnaire à la fois, le sphinx soviétique provoque la réaction déterminée de Londres et de Washington.

Endiguer le communisme

L'anticommunisme se greffe sur le « grand jeu » qui oppose les Anglais et les Russes depuis le XIXe siècle en Asie centrale. Il couvre aussi de son manteau idéologique une géopolitique du contrôle des mers et du pétrole. En Iran, Staline échoue à obtenir des droits identiques à ceux des Britanniques, qui exploitent le pétrole du pays depuis 1909. En janvier 1946, quand le gouvernement pro-occidental de Reza Pahlavi proteste à l'ONU contre l'ingérence du Kremlin, l'affaire est portée devant le Conseil de sécurité. Moscou, inquiet du risque de guerre, recule et s'entend avec Téhéran le 4 avril sur un retrait des troupes en échange d'une promesse sur le pétrole que le Majlis (assemblée) refuse ensuite d'honorer. Le retrait de l'Armée rouge signe aussi la fin des deux républiques tenues à bout de bras par Bakou et Moscou. Jafar Pishevari, le leader de la République de Tabriz, se réfugie en URSS tandis que le leader kurde de Mahabad est pendu le 30 mars 1947.

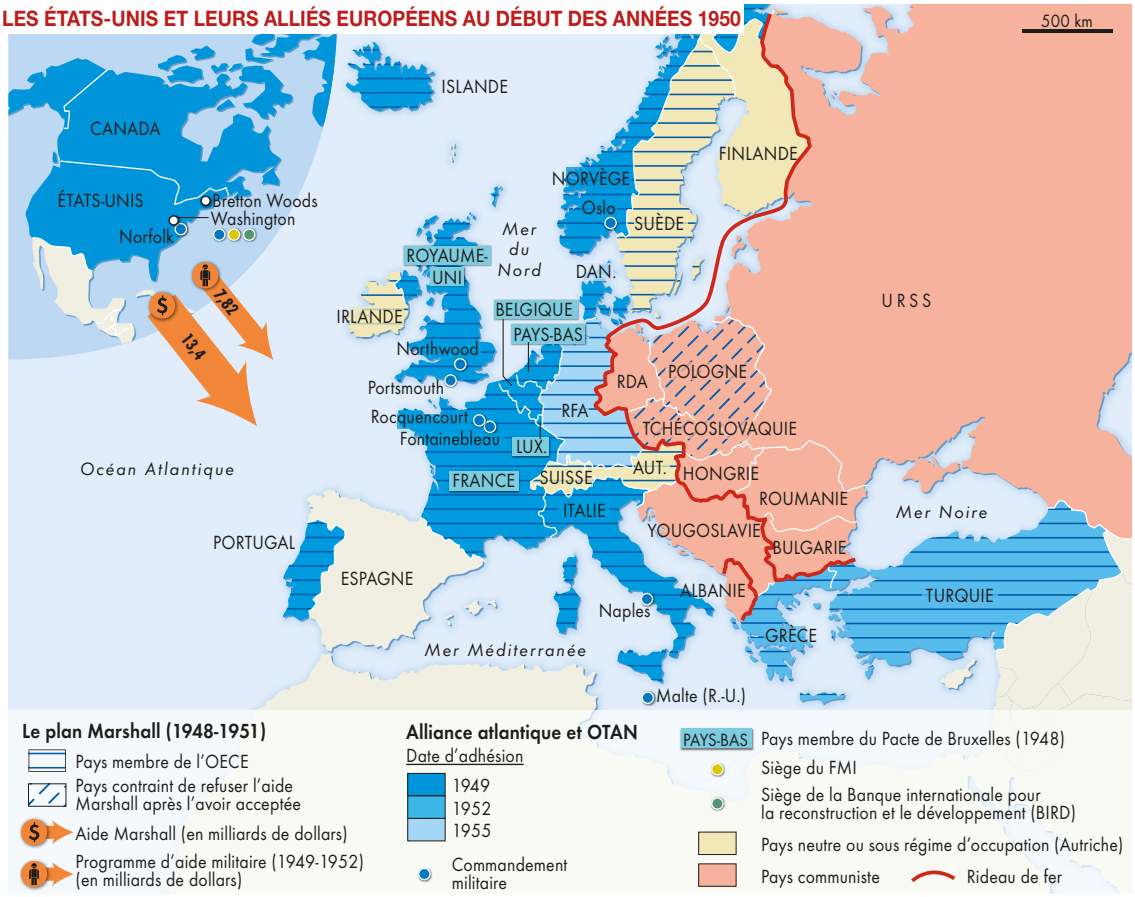
En Grèce, les Anglo-Saxons dépensent sans compter dans la bataille contre le communisme. Depuis 1944, Londres a investi 85 millions de livres sterling. L'appui au gouvernement et au roi, de retour en septembre 1946, s'accompagne de la mise sur pied d'une armée grecque de 90 000 hommes. Mais la guérilla communiste tient bon, très implantée en Grèce du Nord et jusque dans l'Attique. Le relais est alors pris par Washington début 1947. Le vote par le Congrès de 300 millions de dollars le 12 mars pour la Grèce (et de 100 millions pour la Turquie) relance la guerre et la violence. Même les enfants en sont victimes, envoyés de force dans des camps de rééducation communistes ou anticommunistes, parfois placés dans des familles en Europe de l'Est ou aux États-Unis. Le schisme entre Tito et Staline démoralise l'Armée démocratique de Grèce. Le chef Markos est accusé de titisme, alors que ses compagnons prennent parti pour Moscou, perdant dès lors la base-arrière yougoslave. Avec l'opération Torch en août 1949, les communistes perdent la guerre et, pour échapper à la prison, 76 000 d'entre eux partent en exil dans le bloc de l'Est, jusqu'à Tachkent, en URSS (Ouzbékistan). La société grecque sort marquée et meurtrie de ce premier conflit d'après-guerre entre communisme et anticommunisme.

Convaincus de la stratégie d'expansion de Staline, les Occidentaux considèrent dès lors l'endiguement du communisme comme une priorité.

La constitution du bloc occidental

De 1946 au début des années 1950, jusqu'à la mise en place des structures de l'OTAN, la naissance et l'affirmation de la guerre froide s'accompagnent de la constitution progressive du camp occidental. Ce dernier se construit essentiellement autour d'un axe qui réunit, autour de l'espace atlantique, les États-Unis et leurs alliés d'Europe de l'Ouest. Comme son pendant communiste, il prend des formes multiples : idéologiques, économiques et militaires.

Du *containment* au plan Marshall

La position américaine face à l'URSS évolue en 1946 sous l'influence des Britanniques, qui sont les premiers à se heurter aux initiatives soviétiques en Grèce et en Iran, et de diplomates en poste à Moscou, comme George Kennan. Ce dernier, dans un long télégramme daté du 22 février, définit les bases de ce que sera le *containment* : persuadé que l'URSS est obsédée par sa sécurité et cherche à se constituer un glacis protecteur en Europe centrale et orientale, convaincu qu'on ne peut compter sur sa bonne foi et qu'il est vain de vouloir chercher des points de convergence entre les systèmes communiste et capitaliste, il en appelle à « contenir avec patience, fermeté et vigilance ses tendances à l'expansion ». Le *containment* doit s'exercer aux frontières des zones d'influence comme au sein des deux camps : il s'agit autant de lutter contre la politique de subversion menée par l'URSS au cœur des démocraties occidentales que de favoriser toute initiative visant à miner de l'intérieur le système soviétique. Truman reprend à son compte cette nouvelle pensée et, le 12 mars 1947, demande au Congrès de voter des crédits à la Grèce et la Turquie pour les aider à lutter contre la menace communiste. Le discours oppose

LES ÉTATS-UNIS ET LEURS ALLIÉS EUROPÉENS AU DÉBUT DES ANNÉES 1950